

## // faut choisir !

**J**e me contenterai dans le cadre de ce débat de faire au nom du Bureau national quelques remarques sur le texte minoritaire de la DPN. On trouvera par ailleurs, dans le prochain numéro de **PSU-Information**, les rapports du Bureau national sur l'analyse du régime, l'unité populaire et la restructuration du mouvement socialiste.

Deux stratégies possibles, il faut choisir. Une stratégie n'a de validité que si elle prend les moyens de répondre à une double question : comment prendre le pouvoir ? comment ouvrir la voie au socialisme ? Sur ces deux points, l'analyse de la majorité de la DPN s'appuie sur deux éléments :

1 — un mouvement ouvrier dont la composante dominante, voire hégémonique, serait réformiste ne peut pas l'emporter contre Giscard, y compris sur le plan électoral. Il se trouverait en effet impuissant à répondre à une double question :

— le décalage entre conscience sociale et conscience politique que seule une stratégie de contrôle peut résorber en termes de masse.

— Le fait que Giscard soit contraint d'occuper politiquement le terrain du réformisme et que seule une stratégie d'alternative socialiste soit capable d'être victorieuse pour la gauche.

Si l'on accepte cette analyse et ce semble être le cas du texte minoritaire, il faut en tirer la conséquence : les forces du socialisme autogestionnaire ne peuvent accepter la recreation d'un grand parti social-démocrate, car ce serait alors une assurance défaite pour le mouvement ouvrier (cf. analyse précédente).

2 — L'ouverture de la transition au socialisme suppose l'articulation entre l'intervention au sein de l'appareil d'Etat et la lutte pour la création de nouvelles formes du pouvoir. Une stratégie de débordement du réformisme en est incapable pour deux raisons :

a) selon toute probabilité, il n'y aura rien à déborder car le réformisme ne peut gagner ;

b) même dans une hypothèse de victoire, les forces extérieures à la coalition prenant le pouvoir ne seront pas entendues ensuite par les masses quand elles prétendront indiquer « après coup » la politique à suivre.

Il s'agit là de la conclusion politique majeure du rapport pris en considération par les deux-tiers des mandats lors du conseil national de novembre. Or la réalisation de cette stratégie d'articulation suppose là aussi la présence d'une force socialiste en situation de pôle déterminant et non de point d'appui critique.

3 — Par rapport à cette analyse, le texte minoritaire de la DPN entretient la confusion sur deux choix stratégiques :

— d'un côté, il semble accepter l'objectif d'un parti autogestionnaire de masse ; de l'autre il se situe dans la perspective de création du parti révolutionnaire autogestionnaire et accepte une présence dominante d'une social-démocratie au sein du mouvement ouvrier ;

— d'un côté, il semble accepter (cf. paragraphe sur « l'unité de la gauche ») la perspective d'une alliance stratégique avec les organisations du mouvement ouvrier ; de l'autre, il perpétue la conception habituelle et constamment vouée à l'échec, du front unique ouvrier au sein duquel les « révolutionnaires » passent des accords purement tactiques avec les « réformistes ».

Où se trouve l'illusion ?

Puisque la clarification entre ces deux choix stratégiques n'est pas faite, faisons là nous-mêmes.

— S'il s'agit de la construction du parti révolutionnaire pour l'autogestion et de la simple unité d'action tactique avec les autres organisations du mouvement ouvrier, il y a là désaccord de fond. La logique de cette stratégie est la meilleure garantie pour que renaisse une social-démocratie, pour que le courant autogestionnaire soit marginalisé et

pour donner à Giscard ses meilleures chances de réussite.

— S'il s'agit de construire dans le cadre de l'unité populaire une force autogestionnaire puissante et crédible, nous posons la question. De quel côté se trouve l'illusion ? Croit-on sérieusement que cette force pourra être construite avec les militants de la CFDT et de l'ensemble des organisations avec lesquelles nous travaillons pour la constitution du MAS en faisant l'économie du PS ? A cette question, la réponse a déjà été donnée précisément :

1 — C'est l'échec total d'une perspective de construction du MAS sur la base d'un noyau constitué du PSU, des CIC et de l'AMR. L'échec des **Comités du 20 Mai** est éloquent sur ce point.

2 — C'est la volonté clairement exprimée de l'énorme majorité de la **CFDT**, des **GAM**, des **APF**, des **AFL**, de **Vie Nouvelle**, etc. (c'est-à-dire de tous ceux avec qui nous préparions avant les présidentielles les Assises pour

l'autogestion), de lier la construction d'une force autogestionnaire à la perspective de restructuration (cf. Appel du 11 juin). On se demande par quel miracle ces mouvements et leur base sociale se découvriraient tout à coup prêts à jouer la carte que leur propose le texte minoritaire de là DPN.

Autrement dit, le débat se situe ainsi :

— ou bien nos camarades en reviennent à la conception d'une restructuration de l'extrême gauche sur une base autogestionnaire et c'est là que se situe selon nous le « **suicide politique** ». Mais dans cette hypothèse, on aimerait qu'ils le disent clairement, car leur texte semble refuser une telle voie ;

— ou bien ils proposent exactement la même stratégie que la nôtre mais ils la rendent illusoire en refusant de prendre les moyens de la réalisation qui suppose qu'on le veuille ou non une restructuration politique de la gauche socialiste.

**Gérard FERAN ■**